
LE POINT DU JOUR,

O U

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille de
l'Assemblée Nationale.

N^o. X C.

Du Samedi 26 Septembre 1789.

Séance du Jeudi soir.

LES sacrifices se multiplient & la générosité française se montre sous toutes les formes.

La dame de Porzon de Poulrieux en Bretagne, a offert à la nation, le titre d'une rente constituée, de 800 livres; un inconnu, la somme de 3000 livres, formant au-delà du centième de son capital; M. Bailli, maire de Paris, pour une dame qui veut garder l'anonymat, 2000 liv. M. Chevalier le Febon, celle de 4640 livres, & une pension de 708 livres; un citoyen qui veut que son nom soit ignoré, 4000 livres; un avocat de Rennes, 240 livres; enfin, deux citoyens de la garde nationale de Paris, une garniture de boutons d'or, douze écus de six livres, des boucles, des bracelets, des agraffes & un dez d'argent donné par la fille de l'un de ces citoyens.

M. Dupont; député de Nemours, ayant entendu l'énu-

Tome III,

K

nération de ces dons patriotiques, s'est levé pour dire :
 « Puisque l'on parle de ces bagatelles, je dirai donc
 comme les autres, que j'ai écrit à M. le premier ministre des finances, que je remettrois les appointemens de
 8000 livres, qui m'ont été données sous le ministère de
 M. d'Ormesson, *comme garde du dépôt des loix commerciales
 étrangères & des tarifs étrangers*, & que j'en continuerois
 le service gratuitement, en me réduisant à la retraite que
 M. de Maurepas m'a donnée *dans sa colère*, lors de la
 disgrâce de M. Turgot.

Cette manière de faire un don & de l'annoncer, a été
 fort applaudie.

M. Fieffé, ancien notaire à Paris, a fait offrir & déposer par un des membres de l'assemblée nationale, une
 somme de cinq mille livres; & MM. Valesian, Duclos &
 Richard, députés de Nîmes, ont fait leur soumission de
 payer au trésor public le quart de leurs revenus. L'assemblée a reçu ces sacrifices patriotiques avec sensibilité, &
 en a ordonné l'inscription sur les registres.

M. Anson avoit proposé au nom du comité des finances, dans la séance du mardi 22 au soir, un projet
 d'arrêté relatif aux impositions. La discussion ayant été
 reprise sur cet objet, plusieurs personnes ont été entendues; mais à raison du grand nombre d'amendemens
 qui ont été faits, un des membres du comité des finances
 a été chargé de proposer pour une autre séance un nouveau
 projet de décret, dans lequel seroient refondus tous
 les amendemens sur lesquels l'assemblée a particulièrement
 fixé son attention.

Le comité des recherches a fait le rapport de la réclamation
 du sieur Vauillon, détenu prisonnier à Montignac,

sous prétexte d'indiscrétion & de vivacité contre les habitants de cette ville, & l'assemblée a autorisé son président à écrire à la municipalité de Montignac pour faire rendre la liberté au sieur Vaufillon ; à moins qu'il ne soit survenu contre lui de nouvelles charges, auquel cas il seroit renvoyé aux tribunaux ordinaires.

Séance d'hier.

M. de Clermont-Tonnerre, qui avoit été chargé jeudi soir par l'assemblée d'aller demander au roi sa sanction pour le décret sur la gabelle, a annoncé que sa majesté répondroit incessamment sur cet objet.

M. le président a lu ensuite une lettre de M. Barrère de Vieusac, portant, qu'ayant dans tous les temps gémi sur la vénalité des charges, il s'empressoit de faire hommage à la nation de son office de conseiller en la sénéchaussée de Bigorre, & qui étoit un objet de 8000 livres.

Les dons particuliers qui ont encore été remarqués & applaudis, consistoient en une somme de 1325 livres par un anonyme ; en celle de 7437 livres, & en plusieurs bijoux en or & en argent par MM. les clercs des notaires de Paris, & en un contrat de rente de 200 livres sur la ville de Paris, par M. Prudent.

Il étoit réservé à une corporation de Paris de sacrifier la première aux besoins de l'état, ce luxe d'ostentation si souvent prodigué aux cérémonies d'une religion sainte, dont la simplicité est un des principaux caractères, luxe dont les confréries sont si jalouses ; les loueurs de carrosses ont fait porter à l'assemblée un grand nombre de pièces d'argenterie qui servoient à ces pieux usages. Si la grille

de Saint-Martin-de-Tours aida François I^{er} à soutenir les guerres d'Italie , pourquoi les trésors de nos églises ne feroient-ils pas employés aujourd'hui à des objets plus conformes au bien public & à l'humanité.

Voltaire est sans doute un des hommes de génie qui a le plus influé sur l'esprit général de son siècle & sur la liberté de sa patrie ; qui a forcé les gouvernemens & les tribunaux à écouter le cri de la justice & de la raison ; qui a versé le ridicule à pleines mains sur ces querelles de politique ou de fanatisme qui avoient affligé nos pères ; il n'est pas étonnant que le nom de cet écrivain immortel, qui a rassemblé les débris de nos états-généraux, qui a tant écrit sur le gouvernement, les loix & les mœurs des nations, ait été prononcé au milieu de l'assemblée nationale.

Un homme de lettres distingué lui a proposé la dédicace d'une nouvelle édition de Voltaire, réduite à ses chefs-d'œuvres.

Un pareil projet, plus propre à affermir sa renommée qu'à lui nuire, si elle pouvoit être chancelante, avoit été présenté au public, il y a quelques années, par un autre écrivain ; mais devoit-il être proposé à l'assemblée nationale ? la morale des législateurs pouvoit-elle s'allier avec des principes répandus dans quelques-uns de ses ouvrages ?

C'est ce qui a fait la matière d'une courte discussion. M. l'évêque de Clermont a demandé qu'il fût inséré dans le procès-verbal que le clergé n'adhéroit pas à cette dédicace.

M. l'abbé Grégoire, plus tolérant sans être moins religieux, croyoit qu'on pourroit la recevoir, en traitant l'auteur de la *Henriade* comme les auteurs fameux de l'antiquité, que d'heureuses mutilations ont permis de circuler dans les

moins décentes, & parmi les lecteurs de toutes les classes; sans alarmer leur délicatesse. Il desiroit qu'on s'assurât auparavant que l'édition fût épurée.

M. l'archevêque de Paris a dit que ce seroit plus particulièrement à lui à se plaindre de cette dédicace, s'il l'avoit connue; mais que cependant M. Palissot étoit louable de vouloir donner une édition de Voltaire, qui ne contiendrait rien de dangereux pour les mœurs, ni d'alarmant pour la religion.

En effet, on peut dire, sans alarmer les consciences timorées, que les ouvrages de ce grand homme seroient toujours un des grands monumens de l'esprit humain, & la gloire de la littérature française.

La question préalable a terminé les débats. Après avoir déclaré qu'il y avoit lieu à délibérer, l'assemblée a cru devoir à la nature & à l'importance de ses fonctions, de décider qu'elle ne recevra aucune dédicace.

Chez les nations comme chez les particuliers, il faut des fonds & des revenus pour établir le crédit. Il faut bien plus d'efforts encore pour le rétablir quand il a souffert quelqu'atteinte; & cependant le crédit importe à la tranquillité de l'état, au maintien de l'ordre, à la félicité du corps politique: c'est ce que M. Anson, qui, depuis vingt ans, s'occupe des impositions du royaume, a fait sentir avant de lire le projet de décret.

Déjà le 22 septembre il avoit proposé, au nom du comité des finances, la manière d'imposer les privilégiés pour les six derniers mois de 1789, sans nuire au recouvrement des rôles de cette année qui sont en exercice. Il avoit proposé les moyens de faire tourner au profit de l'état cette même imposition des privilèges en 1790; ne

soulageant les contribuables par une meilleure répartition ; il a annoncé qu'au premier juillet 1790 on pourroit soumettre tous les contribuables, sans aucune distinction, à un nouveau mode d'imposition uniforme.

Enfin il avoit présenté avec force, combien il est important pour le rétablissement du crédit, & pour le succès des opérations qui seront proposées à l'assemblée nationale, à cet égard, que les recouvrements soient assurés & la publique en activité.

Aujourd'hui le même rapporteur a présenté une rédaction du décret, dans laquelle il avoit fondu plusieurs amendemens, & cherché à concilier les divers intérêts & conformer des provinces sous des expressions génériques ; mais ce travail n'étoit pas facile. Le projet de décret est formé de huit articles, dont quelques-uns ont été critiqués pendant long-temps.

Les principales dispositions étoient relatives à l'emploi que l'on pouvoit faire des contributions des ci-devant privilèges pour les derniers six mois de 1789, & pour l'année entière 1790, parce qu'on suppose, avec raison, que le grand plan d'imposition du royaume a besoin, pour être médité, organisé & exécuté, de l'intervalle qui s'écoulera jusqu'en 1791.

Les débats étant ouverts, M. Brunet de la Tuque a demandé la suppression de la capitation noble.

M. le baron de Montboissier appuyoit cette demande. Il s'élevait contre la disposition de l'article II qui fixe les six mois, depuis le premier avril jusqu'au 31 septembre 1789, en disant que l'on n'avoit entendu parler que de l'année ordinaire, & non de l'année fiscale. Il réclamoit contre l'article IV, qui imposoit les facultés quelconques,

& il demandoit , si un homme qui avoit un gouvernement de cent mille écus, feroit imposé sur cette somme ; il insistoit sur l'article V pour que la contribution payée par les ci-devant privilégiés tournât au profit du peuple.

M. l'abbé Grégoire qui faisoit toutes les occasions de défendre ses concitoyens les moins fortunés, a demandé que les curés & les vicaires à *portion congrue*, ou qui n'auroient qu'un revenu équivalent à la *congrue*, soient dispensés de toute imposition sur le nécessaire absolu que la loi leur a assigné, & sa motion a été très-applaudie.

M. l'abbé Goulard trouvoit juste de faire acquitter avant tout les arrérages des impositions sans aucune remise ; « quand au calcul de la contribution, à compter du premier avril, vous nous avez fait, disoit-il, remonter à dix-huit siècles catholiques, nous pourrions bien remonter sans peine à trois mois ; mais cette contribution doit tourner au profit du peuple ». Se livrant ensuite à un sentiment d'impatience, bien naturel dans les circonstances présentes, pour réclamer le travail instant de la constitution, le rétablissement des pouvoirs exécutifs dans toute son énergie, & la perception exacte des tributs, arrérages, M. l'abbé Goulard démontroit que la constitution étant faite, & les finances rétablies, la France sortiroit du chaos de l'anarchie, & que tous les citoyens feroient à l'envi les plus grands sacrifices.

M. Goulard a lui-même prêché d'exemple, en donnant à la caisse patriotique son titre clérical de deux mille quatre cents livres, placées sur l'hôtel-dieu de Lyon : « je trouve ainsi, a-t-il dit, le moyen de réunir l'intérêt de la nation à celui des pauvres ». On a applaudi à cet acte de bienfaisance.

M. de Virieux pensoit que le principe de la contribution égale étoit juste, mais que l'application de ce principe, faite dans le décret, étoit sujette à des inconvéniens, puisqu'il ne tendoit pas à soulager le peuple & qu'il surchargeoit injustement ceux qui s'étoient soumis à l'égalité des contributions; il desiroit que l'on mit en moins imposé les sommes dérivant de ces nouvelles dispositions, & que chaque province ne fût pas plus chargée qu'auparavant, puisqu'on ne faisoit qu'un règlement provisoire.

M. Macaye observoit que la noblesse n'a aucune part à l'administration du pays de Labour, qu'ayant demandé une juste & égale répartition par ses cahiers, il réclamoit en sa faveur, que la proposition fût réduite au vingtième pour l'addition proposée.

M. Biozat faisoit sentir fortement qu'il résulteroit une augmentation d'impôt du projet du décret, moyennant le rôle additionnel; qu'il falloit employer le montant de l'impôt des privilégiés au profit de tous les contribuables; il résistoit avec raison à la distinction des rôles, & vouloit qu'en supprimant toute distinction d'impôts, il n'y eût plus qu'une seule masse & un seul rôle. « Ma province est surchargée, ajoutoit-il, mais si elle voyoit que le pays voisin est moins chargé, elle auroit lieu de se plaindre. Consolez les habitans, en leur faisant espérer qu'ils seront soulagés dans leurs contributions,

Un autre député de la même province s'écrioit que l'exécution du décret proposé seroit une grande injustice; qu'il y avoit de la différence dans l'influence des privilèges pécuniaires sur chaque province; que l'impôt étoit déjà très-fort en Auvergne, & que le nouveau projet l'augmenteroit d'une somme considérable; il réclamoit aussi que l'imposition des privilégiés fût employée en diminu-

tion de celle des autres contribuables. Cette opinion étoit appuyée par M. Vignier & autres députés des pays-d'états, qui demandoient que les contributions fussent mises en moins imposé pour les anciens contribuables, & que les formes de leur abonnement, de leur perception & de leur paiement, ne fussent pas altérées dans le nouveau décret. Vous avez promis que tous les François seroient frères, disoit M. Simon de Mébel; ne faites donc pas des aînés. Nous ne connoissons pas de privilèges dans le Cambresis, dans le Hainaut & dans les deux Flandres. Les exemptions sont injustes: nos impôts sont versés pour l'avantage commun; ainsi je demande que la contribution des nobles & des ecclésiastiques soit versée au trésor royal, & que, dans le cas contraire, les habitans de tous les Pays-Bas jouissent de la même faveur. »

Pour parvenir à accorder ces différentes vues d'intérêt, M. Fréteau a proposé de diviser ces objets de sa délibération en la manière suivante.

« La contribution que les privilégiés ont demandé à supporter proportionnellement, & à la décharge des contribuables, a-t-elle été accordée & voée? « Quant aux six derniers mois de 1789, en augmentation du trésor public, ou au profit & soulagement des contribuables dans chaque province, ce moyen de délibérer étoit simple & paroïssoit concilier les esprits, en décidant ensuite l'usage qu'on feroit de la contribution des ci-devant privilégiés pour l'année 1790, parce que les six mois de 1789 étoient un sacrifice généreux, & l'année 1790 étoit une dette exigible. Mais M. Anson a cru devoir développer son projet de décret; il est juste, a-t-il dit, que le moins imposé se fasse par province, autrement ce seroit une forte injustice. Je ne propose aucun changement aux provinces abonnées, ni

aux formes de répartition. Il faut diviser les six derniers mois de l'année 1789, qui est un véritable sacrifice, & le destiner en moins imposé pour les pertes des récoltes, ou les événemens malheureux. Quant à l'année 1790, ce n'est plus un sacrifice, c'est une justice, un droit commun, il n'existe plus de privilèges personnels ni réels; cette contribution doit entrer dans le trésor public.

On est allé aux voix sur la division de la question des six mois de 1789 & de 1790. Elle a été adoptée, & l'on a ensuite décidé, à l'unanimité des suffrages, que la contribution, que les ci-devant privilégiés ont demandé à payer proportionnellement, tourneroit au profit des contribuables de chaque province. De grands applaudissemens ont confirmé ce bienfait.

Devoit-on décider le même jour la contribution des ci-devant privilégiés pour l'année 1790, & sa destination devoit-elle être pareille à celle des six derniers mois de 1789? c'est ce que M. de la Jaqueminière ne pensoit pas, puisqu'il trouvoit impossible de disposer ainsi d'une contribution dont on ne connoissoit pas la mesure.

On est encore allé aux voix, & l'on a décidé que le brevet ou rôle des impositions ordinaires de 1790 ne sera pas augmenté de la somme à répartir sur les ci-devant privilégiés.

On a renvoyé à la séance du soir la lecture & la délibération définitive du décret qui doit assurer à la France ses revenus publics & le crédit national.

On a oublié d'insérer dans le 85^e n°. une lettre des Dames de Belle-Chasse, dont M. le président fit lecture à la séance de lundi; Madame la supérieure, en envoyant

de l'argenterie , y témoignoit le regret de sa communauté de n'avoir que cela à offrir pour les besoins de l'état. Elle annonçoit en même temps que leur argenterie avoit été donnée sous le dernier règne , & qu'il ne leur restoit que celle de l'infirmerie dont elle faisoit le sacrifice avec la plus grande satisfaction.

Il seroit difficile de trouver un dévouement plus respectable.

A V I S.

N. B. MM. les Souscripteurs , dont l'abonnement finit au quatre-vingt-dixième numéro , sont priés de renouveler , & de rapporter le numéro de leur souscription , qui se trouve sur l'enveloppe du Journal.

On souscrit , à Paris , chez C U S S A C , Libraire , au Palais-Royal , N^{os}. 7 & 8 , & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement , de 30 numéros , est de 6 liv. pour Paris , & de 7 liv. 10 s. franc de port dans tout le royaume. Le quatrième abonnement commencera au quatre-vingt-onzième numéro , & finira au cent-vingtième ; on est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent , sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.